

M. Pascal Smet.- Sur le principe, vous avez raison. Mais c'est notre système de taxation.

M. le président.- Voilà ce qui se passe lorsqu'on envoie des extraits de rôle sans vérifier. Je trouve cependant un peu curieux qu'il revienne aux parlementaires de faire la démarche eux-mêmes. Le ministre - ou son administration - connaît bien le nom des parlementaires.

- *La séance est suspendue à 15h22.*

- *La séance est reprise à 15h27.*

Débat en application de l'article 107.6 du règlement

M. le président.- L'ordre du jour appelle le débat en application de l'article 107.6 du règlement.

QUESTION D'ACTUALITÉ DE M. DENIS GRIMBERGHS

À M. CHARLES PICQUÉ, MINISTRE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DES POUVOIRS LOCAUX, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DES MONUMENTS ET SITES, DE LA RÉNOVATION URBAINE, DU LOGEMENT, DE LA PROPRIÉTÉ PUBLIQUE ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT,

ET À M. PASCAL SMET, MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, CHARGÉ DE LA MOBILITÉ ET DES TRAVAUX PUBLICS,

concernant "les mesures éventuelles pour la sécurisation des installations souterraines du métro bruxellois".

De heer Pascal Smet, minister (in het Frans).- *In principe hebt u gelijk, maar zo werkt de gewestbelasting niet.*

De voorzitter.- *Dat gebeurt er als een aanslagbiljet zonder controle wordt verstuurd. Ik vind het vreemd dat parlementsleden zelf die fout moeten rechtzetten. De minister en de administratie kennen hun naam.*

- *De vergadering wordt geschorst om 15.22 uur.*

- *De vergadering wordt hervat om 15.27 uur.*

Debat met toepassing van artikel 107.6 van het reglement

De voorzitter.- Aan de orde is het debat met toepassing van artikel 107.6 van het reglement.

DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER DENIS GRIMBERGHS

AAN DE HEER CHARLES PICQUÉ, MINISTER-PRESIDENT VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET PLAATSELIJKE BESTUREN, RUIMTELIJKE ORDENING, MONUMENTEN EN LANDSCHAPPEN, STADSVERNIEUWING, HUISVESTING, OPENBARE NETHEID EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING,

EN AAN DE HEER PASCAL SMET, MINISTER VAN DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING, BELAST MET MOBILITEIT EN OPENBARE WERKEN,

betreffende "eventuele maatregelen voor de beveiliging van de ondergrondse installaties van de Brusselse metro".

QUESTION D'ACTUALITÉ JOINTE DE M. JACQUES SIMONET,

concernant "l'implication de la Région de Bruxelles-Capitale dans les réflexions initiées par le premier ministre en matière de sécurité et de prévention".

QUESTION D'ACTUALITÉ JOINTE DE M. JEAN-LUC VANRAES,

concernant "la concertation récente avec le gouvernement fédéral notamment sur les différents aspects de la politique de sécurité des grandes villes".

QUESTION D'ACTUALITÉ JOINTE DE MME FATIHA SAIDI,

concernant "les nouvelles mesures éventuelles en matière de sécurité à l'issue de la Table ronde du 26 avril 2006".

QUESTION D'ACTUALITÉ JOINTE DE M. YARON PESZTAT,

concernant "l'éventuel plan de sécurité pour les transports en commun bruxellois".

QUESTION D'ACTUALITÉ JOINTE DE M. RACHID MADRANE,

concernant "l'engagement d'agents de mezzanine à la STIB".

M. le président.- La parole est à M. Grimberghs.

TOEGEVOEGDE DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER JACQUES SIMONET,

betreffende "de betrokkenheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij de denkoefening van de eerste minister over veiligheid en preventie".

TOEGEVOEGDE DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER JEAN-LUC VANRAES,

betreffende "het recent overleg met de federale regering over o.m. verschillende aspecten van het grootstedelijke veiligheidsbeleid".

TOEGEVOEGDE DRINGENDE VRAAG VAN MEVROUW FATIHA SAIDI,

betreffende "eventuele nieuwe maatregelen inzake veiligheid na afloop van de rondetafel van 26 april 2006".

TOEGEVOEGDE DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER YARON PESZTAT,

betreffende "het eventueel veiligheidsplan voor het Brussels openbaar vervoer".

TOEGEVOEGDE DRINGENDE VRAAG VAN DE HEER RACHID MADRANE,

betreffende "aanwerving van loketpersoneel bij de MIVB".

De voorzitter.- De heer Grimberghs heeft het woord.

M. Denis Grimberghs.- Je souhaite interroger le gouvernement sur les mesures prises et à prendre pour sécuriser les installations souterraines du métro bruxellois à la suite du crime commis à la gare centrale il y a quelques jours. Il est de notre responsabilité d'avoir un débat serein au sein de ce parlement et d'annoncer les mesures qui sont prises et celles qui restent à prendre pour assurer une sécurisation améliorée des installations souterraines du métro bruxellois.

Je voudrais rappeler que l'accord de gouvernement prévoit explicitement que la Région insiste pour que la STIB conserve et accroisse la présence physique de ces agents dans toutes les stations de métro. Ainsi, selon l'accord de gouvernement, les agents dits "de mezzanine" seront rétablis. Tous ces termes ont leur importance.

Je ne veux stigmatiser personne, mais nous avons peut-être diminué la présence humaine dans les stations de métro pour toutes sortes de raisons : le besoin d'économies, mais aussi l'idée suivant laquelle cette fonction était moins nécessaire parce que d'autres moyens techniques permettaient d'assurer la surveillance. Tout le monde est aujourd'hui conscient de ce que du personnel doit être recruté pour que cette mission soit remplie.

Ma question est donc assez simple, Messieurs les ministres. Où en est le recrutement du personnel ? Quid de sa formation ? Comment les tâches sont-elles définies ? Car il me semble important que l'on puisse dire quel rôle est attendu d'un agent de mezzanine en termes d'organisation du travail et de valorisation de celui-ci.

Est-il prévu de rétablir la fonction de chef de station et de responsable de zone dans l'organisation de la gestion des stations du métro bruxellois ?

Quelle est l'évolution prévisible du nombre d'agents affectés d'une manière ou d'une autre à la sécurité dans le métro ?

M. le président.- La parole est à M. Simonet pour sa question d'actualité jointe.

M. Jacques Simonet.- M. Grimberghs a bien fait d'inviter à un débat serein. Je crois que, dans la foulée du débat qui a eu lieu entre le ministre-

De heer Denis Grimberghs *(in het Frans).*- *Ik wil de regering ondervragen over de maatregelen ter beveiliging van de ondergrondse installaties van de metro na de moord in het Centraal Station van enkele dagen geleden. Het is de taak van het parlement om een sereen debat over deze kwestie te voeren en maatregelen aan te kondigen om de metro veiliger te maken.*

Volgens het regeerakkoord zal het gewest er bij de MIVB op aandringen om in alle metrostations weer meer personeel, in het bijzonder loketpersoneel, in te zetten.

In het verleden werd beslist om de metrostations niet langer met loketpersoneel te bemannen. Dat was kostenbesparend en men dacht dat machines voor eenzelfde controle konden zorgen. Vandaag beseft echter iedereen dat er voor deze functie nieuw personeel in dienst moet worden genomen.

Is er al personeel aangenomen en opgeleid? Wat is hun taakomschrijving?

Zal de functie van stationschef opnieuw worden ingevoerd? Hoeveel personeelsleden zullen er in de Brusselse metro worden ingezet om de veiligheid te vergroten?

De voorzitter.- De heer Simonet heeft het woord voor zijn toegevoegde dringende vraag.

De heer Jacques Simonet *(in het Frans).*- *In het licht van het debat tussen de minister-president, zijn collega's van de gewesten en gemeenschappen*

président, ses collègues des Régions et des Communautés et le premier ministre, ainsi que de l'événement dramatique que l'on a connu gare centrale et auquel M. Grimberghs a fait allusion, il est bon que l'on puisse définir un certain nombre de priorités.

Je voudrais vraiment que la Région bruxelloise et son gouvernement - nous avons eu l'occasion d'en parler hier en commission des Affaires intérieures - s'impliquent réellement dans ce dossier et fassent connaître leurs priorités par rapport aux dispositifs de sécurité et de prévention.

Trois choses sont à faire. Tout d'abord, un cadastre des dispositifs de sécurité et de prévention, et notamment de ceux qui sont financés par la Région de Bruxelles-Capitale. Ensuite, une évaluation concrète du résultat de ces mesures sur le terrain. Enfin, il conviendrait de voir quelles sont les nouvelles mesures et les nouveaux dispositifs que nous pourrions mettre en oeuvre pour répondre aux préoccupations citoyennes.

Je rappelle que nous investissons, au travers de la division 14 du budget, vingt millions d'euros pour les politiques de prévention et de sécurité. Je veux donc savoir si une réflexion est aujourd'hui en cours quant à la réorientation des contrats de sécurité et de prévention, et, éventuellement, quant au renforcement du dispositif d'accrochage scolaire. Le décrochage scolaire est en effet l'un des problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Qu'en est-il de l'appui que vous pourriez apporter aux pouvoirs locaux pour lutter contre la violence dans les établissements scolaires et aux abords de ceux-ci ? Dans le cadre de la politique des grandes villes, ne devriez-vous pas plaider pour qu'un certain nombre de dispositifs soient réadaptés, notamment en renforçant les responsabilités des parents et en évitant le morcellement que l'on connaît sur le terrain dans le cadre de la politique des grandes villes ?

Enfin, - vous l'avez dit vous-même hier et je partage tout à fait votre sentiment - la réponse du ministre de l'Intérieur concernant la nécessité de redéployer un certain nombre de membres de la réserve fédérale dans les gares et les stations de métro n'est pas satisfaisante. A ce stade, la réponse du ministre a été quelque peu frileuse.

en de eerste minister en van de dramatische gebeurtenis in het Centraal Station, moeten we een aantal prioriteiten vastleggen.

De Brusselse regering moet zich actief bezig gaan houden met veiligheid en preventie. Ze moeten drie zaken doen:

- een kadaster opstellen van de veiligheids- en preventiemaatregelen die het Brussels Gewest financiert;

- het concrete resultaat hiervan evalueren;

- nieuwe maatregelen uitwerken.

Brussel investeert 20 miljoen euro in preventie en veiligheid. Denkt de regering na over een heroriëntering van de veiligheids- en preventiecontracten en over een krachtiger optreden tegen spijbelen?

Welke steun biedt u de gemeenten in hun strijd tegen het geweld in en rond de scholen? Zult u een aantal maatregelen aanpassen, om de verantwoordelijkheid van de ouders te vergroten en de huidige versnippering binnen het grootstedelijk beleid tegen te gaan? Het voorstel van de minister van Binnenlandse Zaken om een aantal leden van de federale reserve de trein- en metrostations te laten bewaken, is onvoldoende.

Tijdens de vergadering van 23 mei kunt u hem misschien om verduidelijking vragen? Tijdens uw gesprekken met de minister van Justitie moet u aandringen op onmiddellijke sancties, of het nu gaat om minderjarigen of volwassenen.

Lors de la réunion du 23 mai, nous pourrions peut-être lui demander davantage de précisions. Enfin, je plaiderais pour que, dans les discussions que vous allez avoir avec la ministre de la Justice, vous insistiez véritablement sur le caractère immédiat des sanctions au niveau judiciaire. Que ce soit pour les délinquants mineurs ou pour les délinquants adultes, la réponse de l'autorité publique doit en effet être immédiate. C'est cette voie que vous pouvez soutenir, au nom des Bruxelloises et des Bruxellois.

M. le président.- La parole est à M. Vanraes pour sa question d'actualité jointe.

M. Jean-Luc Vanraes (en néerlandais).- *Les événements qui se sont déroulés il y a deux semaines nous ont tous émus, mais le débat sur la sécurité dans les transports en commun leur est bien antérieur.*

Le ministre, M. Smet, et le ministre fédéral de l'Intérieur, ont récemment pris une série de mesures pour le métro, comme l'installation de nouvelles caméras et l'engagement de personnel de contrôle supplémentaire. Les gouvernements fédéral et régional se sont rencontrés à ce sujet mercredi dernier. Des mesures concrètes ont-elles été prises ? Quand entreront-elles en vigueur ?

Selon un rapport du Conseil supérieur de la Justice, 80% des affaires sont classées sans suite au parquet de Bruxelles ! Dans ces conditions, nous pouvons difficilement attendre des services de police qu'ils continuent à faire leur travail avec conviction.

M. le président.- La parole est à Mme Saïdi pour sa question d'actualité jointe.

Mme Fatiha Saïdi.- Faut-il souligner qu'à diverses reprises déjà, des milliers de nos concitoyens sont descendus dans les rues pour, d'une part, exprimer leur émotion face à un crime crapuleux et à la mort injuste d'un jeune et, d'autre part, pour revendiquer un droit tout à fait légitime : la sécurité.

De voorzitter.- De heer Vanraes heeft het woord voor zijn toegevoegde dringende vraag.

De heer Jean-Luc Vanraes.- De gebeurtenissen van twee weken geleden hebben ons allemaal emotioneel geraakt, maar we zijn al veel langer bezig met meer veiligheid voor het openbaar vervoer. Heel veel mensen deinzen ervoor terug om het openbaar vervoer te gebruiken wegens een gevoel van onveiligheid.

Minister Smet en de federale minister van Binnenlandse Zaken namen onlangs een reeks maatregelen voor de metro, waaronder meer camera's. Er is ook meer controlepersoneel beloofd. Afgelopen woensdag was er een gesprek tussen de Brusselse en de federale regering. Zijn er concrete maatregelen uit de bus gekomen? Wanneer zullen die maatregelen worden uitgevoerd?

Vandaag hoorden we in de pers negatieve geluiden over het Brussels parket. Volgens een rapport van de Hoge Raad voor Justitie wordt 80 procent van de zaken in Brussel geseponneerd! We kunnen dan moeilijk verwachten dat de politiediensten met overtuiging hun werk blijven doen.

De voorzitter.- Mevrouw Saïdi heeft het woord voor haar toegevoegde dringende vraag.

Mevrouw Fatiha Saïdi (in het Frans).- *Duizenden landgenoten hebben deelgenomen aan een stille mars om hun afschuw voor een verschrikkelijk misdrijf te uiten en om recht op veiligheid te eisen.*

We mogen ons niet laten verleiden tot demagogie door te beweren dat er niets aan de problemen wordt gedaan, maar we mogen het probleem van

Dans ce dossier, évitons de verser dans la démagogie en disant que rien n'a été fait, ou de sombrer dans l'angélisme en soutenant que nous ne connaissons pas de problème d'insécurité. Il faut relativiser la problématique, car les rues bruxelloises ne sont pas non plus comparables à certaines rues du Bronx.

Ma question est simple, les réponses un peu moins : sachant qu'une rencontre a eu lieu entre les ministres des entités concernées, quelles sont les initiatives et impulsions nouvelles qui seront données par notre Région afin d'améliorer la politique de sécurité pour tous nos concitoyens ?

M. le président.- La parole est à M. Pesztat pour sa question d'actualité jointe.

M. Yaron Pesztat.- Dimanche dernier, 80.000 personnes ont défilé dans les rues de la capitale à la suite du meurtre de Joe.

Une des demandes concrètes formulées par les manifestants était de renforcer la sécurité, notamment dans les transports en commun. Le hasard, qui fait parfois bien les choses, a voulu que, ce jeudi, le gouvernement examine le contrat de gestion ; il nous a donc paru opportun de suggérer au gouvernement de lier l'examen et l'adoption de ce contrat de gestion à l'élaboration d'un plan visant à renforcer la sécurité dans les transports en commun. C'était le sens de ma proposition.

Je vous avoue ne toujours pas comprendre les réactions suscitées à cette occasion. Cette proposition me paraissait relativement modeste et de bon sens.

Évidemment, ce n'est pas la seule réponse à apporter, mais seulement un élément de réponse ponctuelle, en profitant de l'examen de ce contrat de gestion. Beaucoup d'autres réponses peuvent être positives en matière de prévention, d'aide à la jeunesse, d'enseignement, notamment. Mais ce ne sont pas là des compétences directes du parlement régional bruxellois.

A terme, il conviendra de s'interroger sur les valeurs véhiculées par notre société. La question fondamentale que pose ce meurtre, c'est : comment peut-on, aujourd'hui, en arriver à tuer pour un

onveiligheid ook niet minimaliseren. Enige relativering is echter wel op zijn plaats: Brussel is nog altijd niet de Bronx.

Welke initiatieven zal het Brussels Gewest nemen om de veiligheid te verbeteren?

De voorzitter.- De heer Pesztat heeft het woord voor zijn toegevoegde dringende vraag.

De heer Yaron Pesztat *(in het Frans).*- *Afgelopen zondag hebben 80.000 mensen deelgenomen aan de stille mars naar aanleiding van de moord op Joe van Holsbeeck.*

De betogers eisten meer veiligheid, met name in het openbaar vervoer. Het toeval wil dat de regering donderdag het beheerscontract met de MIVB bestudeert. Ik vind dat het beheerscontract gepaard moet gaan met een plan ter verbetering van de veiligheid in het openbaar vervoer.

Ik begrijp sommige reacties op dit voorstel, dat mijns inziens van gezond verstand getuigt, niet goed.

Een veiligheidsplan is niet de alleenzigmakende oplossing. Er moeten ook inspanningen worden geleverd inzake preventie, jeugdbeleid en onderwijs, maar dat zijn geen bevoegdheden van het Brussels Gewest.

Op termijn moeten we ook nadenken over de basiswaarden van onze samenleving. De fundamentele vraag blijft hoe het mogelijk is dat iemand een moord wil plegen voor een MP3-speler.

Ik vind het niet overdreven om voor meer veiligheidspersoneel in het openbaar vervoer te zorgen.

Sommigen willen een avondklok instellen, bepaalde metrostations sluiten, hangjongeren

lecteur MP3 ?

En attendant, des demandes concrètes ont été formulées. Certaines d'entre elles méritent de recevoir une réponse tout aussi concrète : par exemple, un plan visant à renforcer la sécurité dans les transports en commun.

S'agit-il d'une réponse sécuritaire ? Je ne le crois pas. Demander un renforcement de la présence de la puissance publique - des agents de mezzanine à l'entrée du métro, des agents de sécurité, voire, pour la grande délinquance, de la police du métro - n'est en rien une réponse sécuritaire.

Il faut savoir ce que les mots veulent dire et les employer à bon escient. J'ai connu une époque pas si lointaine, lorsque j'étais jeune, où le gouvernement donnait la troupe lorsqu'on manifestait pacifiquement et sereinement dans les rues. D'aucuns parlent aujourd'hui d'instaurer des couvre-feux, de fermer les stations de métro, de contrôler tous les jeunes qui traînent dans la rue... Ce sont autant de réponses sécuritaires.

Demander gentiment, poliment, modestement un renforcement de la présence de la puissance publique sous une forme ou l'autre dans les transports communs, notamment dans les stations que la STIB a elle-même identifiées comme problématiques et sur les lignes dites "problématiques" à certaines heures, ne me semble pas une réponse sécuritaire.

M. le président.- La parole est à M. Madrane pour sa question d'actualité jointe.

M. Rachid Madrane.- Une récente enquête de la VUB a indiqué qu'un Bruxellois sur trois se sentait en insécurité sur le réseau de la STIB. Au vu de ces résultats et des discussions de ces derniers jours portant sur l'insécurité et sachant, in tempore non suspecto, que l'on a beaucoup abordé cette question dans les négociations budgétaires sur les agents de mezzanine - on a insisté beaucoup pour qu'il y en ait plus - j'aurais voulu obtenir certains renseignements. Conformément à la note d'orientation générale de la STIB qui a été approuvée par le gouvernement et qui devrait être d'application au 1er juillet 2006, comptez-vous engager les agents de mezzanine ?

D'autre part, nous n'avons pas encore abordé la

controleren... Dat is iets heel anders dan meer openbare gezagdragers vragen voor het openbaar vervoer, bijvoorbeeld in metrostations die door de MIVB zelf als problematisch worden bestempeld of op bepaalde lijnen tijdens bepaalde uren.

De voorzitter.- De heer Madrane heeft het woord voor zijn toegevoegde dringende vraag.

De heer Rachid Madrane *(in het Frans).*- *Uit een recente studie van de VUB blijkt dat één op drie Brusselaars zich niet veilig voelt op het MIVB-net. Het debat over de onveiligheid is ook de voorbije dagen weer hoog opgelaaid.*

Bent u van plan om overeenkomstig de algemene richtnota van de MIVB, die door de regering is goedgekeurd en vanaf 1 juli aanstaande van toepassing wordt, meer loketpersoneel aan te werven?

Zou het bovendien niet nuttig zijn om naar het voorbeeld van wat in Parijs gebeurt een diversifiëring van de veiligheidsdiensten van de MIVB te overwegen? Ik ben verbaasd over het

question de la diversité : à l'instar de ce qui se fait à Paris dans les transports publics, particulièrement dans les services de sécurité, ne doit-on pas réfléchir à une diversification dans les services de sécurité de la STIB ? Vous savez que ce sujet constitue mon antienne. En effet, je suis toujours frappé, en comparant avec d'autres pays européens et d'autres grandes villes, par le caractère "monochrome" des services de sécurité dans notre pays. Que ce soit à la STIB ou à la SNCB, le personnel est assez "bleu blanc belge", je l'ai déjà soulevé récemment. Peut-être qu'une démarche citoyenne peut également résider dans le fait de favoriser cette diversité. Cela pourrait avoir un impact considérable sur le sentiment d'insécurité de la population bruxelloise.

M. le président.- La parole est à M. Lootens-Stael.

M. Dominiek Lootens-Stael (en néerlandais).- *Il est étonnant que cet hémicycle soit soudainement le théâtre d'un débat sur la sécurité et le maintien de l'ordre, alors que ce sont des compétences du fédéral, des communes ou du gouverneur.*

La sécurité est le souci premier des Bruxellois. Mais le fait que la Région bruxelloise ne soit pas compétente en la matière a toujours servi d'argument pour étouffer dans l'oeuf le débat sur la sécurité et rejeter les questions et interpellations du Vlaams Belang.

Aux rares occasions où le sujet 'sécurité dans les transports en commun' a pu être abordé en commission, le ministre, M. Smet, a minimisé les problèmes et nous a accusés d'alimenter la psychose.

Or, il ressort des chiffres de la police fédérale que 40 agressions ont lieu par mois dans les transports en commun bruxellois. Mais un président socialiste de la STIB a démantelé les services de sécurité, qui pourtant fonctionnaient bien !

Le ministre, M. Smet, déploiera du personnel supplémentaire dans les transports en commun. Mais ce que le Vlaams Belang demande, c'est du personnel policier supplémentaire.

Le PS a une responsabilité écrasante en la matière, parce qu'il s'oppose aux poursuites

'monochroom' karakter van de veiligheidsdiensten in ons land. Zowel bij de MIVB als bij de NMBS is het personeel nogal 'striktbelgisch'. De bevordering van de diversiteit zou nochtans een aanzienlijke impact kunnen hebben op het veiligheidsgevoel van de Brusselaars.

De voorzitter.- De heer Lootens-Stael heeft het woord.

De heer Dominiek Lootens-Stael.- Het is verbazend dat in dit halfroond opeens een debat wordt gehouden over veiligheid en ordehandhaving, terwijl dat in Brussel bevoegdheden zijn van de federale overheid, de gemeenten of de gouverneur.

Veiligheid is de eerste bekommernis van de Brusselaar, maar het feit dat het Brussels Gewest er niet bevoegd voor is, werd steeds als argument gebruikt om het veiligheidsdebat in de kiem te smoren. Steevast werd in het Bureau gezegd dat de vragen en interpellaties van het Vlaams Belang niet ontvankelijk waren. Blijkbaar moet er iemand worden vermoord voor de hoofdbekommernis van de Brusselaar aan bod kan komen in een plenaire vergadering.

Als mijn fractie er al eens in slaagde om het onderwerp 'veiligheid in het openbaar vervoer' ter sprake te brengen in de commissie, dan stuitte ze steeds op minister Smet, die de problemen minimaliseerde en ons er zelfs van beschuldigde een angstpsychose te creëren. Het Vlaams Belang was de boosdoener die het waanbeeld creëerde van torenhoge problemen.

Uit cijfers van de federale politie blijkt evenwel dat er per maand 40 gewelddadige overvallen plaatsvinden in het Brussels openbaar vervoer. Dat is meer dan één per dag. Het was een socialistische voorzitter van de MIVB die in het verleden de

pénales à l'encontre des jeunes.

M. le président.- Votre temps de parole est écoulé.

M. Dominiek Lootens-Stael (*en néerlandais*).- *Permettez-moi de conclure.*

M. le président.- Vous n'avez plus la parole.

La parole est à Mme Quix.

Mme Marie-Paule Quix (*en néerlandais*).- *Certains abusent du droit de parole pour tenir des propos totalement déplacés, qui nuisent à la sérénité de nos débats.*

Nous saluons le fait que cet incident traumatisant ait suscité le débat et impulsé toute une série de mesures. Nous ne devons pas nier les problèmes, qui sont réels.

Les initiatives en chantier peuvent garantir davantage de sécurité. Bien plus que des caméras, la présence humaine contribue à créer un environnement sûr. Nous devons aussi aménager les stations de métro de façon attrayante.

Est-il vrai que, contrairement à Bruxelles Nord et Bruxelles Midi, il n'y a pas de surveillance policière dans la Gare centrale, à la suite d'une querelle entre les polices locale et fédérale ?

veiligheidsdiensten, die nochtans goed functioneerden, volledig heeft ontwricht. Onder meer werden twee mensen onterecht ontslagen. Ze hebben achteraf gelijk gehaald bij de rechtbank.

Minister Smet zal extra personeel inzetten in het openbaar vervoer, maar wat het Vlaams Belang vraagt is de inzet van extra politiepersoneel.

Er rust een verpletterende verantwoordelijkheid op de schouders van de PS. Ze hebben het jeugdsanctierecht tegengehouden; wat overblijft is een holle doos.

De voorzitter.- Uw spreektijd is om.

De heer Dominiek Lootens-Stael.- Sta mij toe af te ronden. Het lakse vreemdelingenbeleid, waarbij de grenzen worden opengesteld...

De voorzitter.- U heeft het woord niet meer!

Mevrouw Quix heeft het woord.

Mevrouw Marie-Paule Quix.- Het spreekrecht wordt in dit halfroond door sommigen misbruikt voor zaken die totaal naast de kwestie zijn. Het is jammer dat ook nu weer de sereniteit werd aangetast.

Mijnheer de minister-president, wij juichen zeker toe dat dit traumatische incident het debat op gang heeft getrokken. Het is goed dat er een eerste aanzet tot een reeks maatregelen wordt gegeven. We mogen reële problemen niet onder de mat vegen.

De op stapel staande initiatieven kunnen voor meer veiligheid zorgen. Vooral menselijke aanwezigheid is van belang, want die draagt, meer dan camera's, bij tot een veilige omgeving. Vergeten we evenmin dat er ook werk moet worden gemaakt van aantrekkelijke metrostations.

Mijnheer de minister-president, vooral in Brussel Centraal zou er geen politiebewaking zijn ten gevolge van een dispuut tussen de lokale en de federale politie, in tegenstelling tot Brussel Noord en Brussel Zuid, waar wel geregeld politie patrouilleert. Kunt u mij daarover uitleg geven?

M. le président.- La parole est à M. Picqué.

M. Charles Picqué, ministre-président.- De nombreuses questions nous ont été posées. Je répondrai aux questions générales et M. Smet répondra aux questions plus précises.

Concernant les activités du Comité de concertation ad hoc, j'ai déjà eu l'occasion de dire en commission que le premier ministre avait proposé d'examiner plusieurs volets.

L'absentéisme scolaire est le premier de ces volets. La volonté est de créer une "task force" entre le fédéral et les Communautés, chargée d'échanger des données sur l'absentéisme. Tous les niveaux de pouvoir et tous les réseaux devraient pouvoir participer à cette banque de données. Ce premier volet comporte aussi l'idée de préparer l'organisation, dans chaque zone de police, d'un point de contact policier chargé plus spécialement de tout ce qui concerne l'environnement scolaire. La possibilité d'impliquer pénalement les parents qui porteraient une responsabilité dans le décrochage scolaire est également examinée.

A propos de ce premier volet, on ignore souvent qu'il existe un dispositif d'accrochage scolaire à Bruxelles. Il coûte assez cher à la Région. Certains ont donc découvert la lune, mais ce n'est pas notre cas. Nous n'avons cependant pas de compétences directes en la matière.

Le deuxième volet concerne les sanctions contre les jeunes délinquants. Vous avez lu dans la presse que cela se traduisait par un nouveau centre fermé, des mesures fédérales et communautaires visant à établir des règlements intérieurs scolaires, l'augmentation du nombre de magistrats - magistrats de liaison, juges du dessaisissement, criminologues, etc. -, l'imposition d'un stage parental et, pour ce qui est des mineurs illégaux non accompagnés, la faculté de les renvoyer dans leur famille dans leur pays d'origine.

Le troisième volet a trait à la police et aux contrats de prévention. Il comporte une promesse d'augmenter les moyens des contrats de sécurité et de prévention. Mais le montant de cette augmentation n'est pas précisé. Je reste donc réservé.

Plus concrètement, les budgets des contrats de

De voorzitter.- De heer Picqué heeft het woord.

De heer Charles Picqué, minister-president (in het Frans).- *Aangaande de activiteiten van het Overlegcomité ad hoc heb ik in de commissie reeds verklaard dat de premier voorstelde een aantal aspecten te onderzoeken.*

Een daarvan is het schoolverzuim. Het is de bedoeling een "task force" op te richten tussen de federale overheid en de gemeenschappen om informatie over schoolverzuim uit te wisselen. Alle gezagsniveaus en alle netwerken moeten aan een gegevensbank kunnen deelnemen. Daarnaast komt in elke politiezone een contactpunt dat belast wordt met alles wat met de schoolomgeving te maken heeft. Ook de strafrechtelijke aansprakelijkheid van de ouders wordt onderzocht.

In Brussel bestaat reeds een Programma Preventie Schoolverzuim (PPS). Het gewest betaalt daarvoor, maar heeft er weinig inspraak in.

Een tweede aspect is de bestraffing van jonge delinquenten. Er komt een nieuwe gesloten instelling. De federale overheid en de gemeenschappen hebben maatregelen genomen om interne schoolreglementen op te stellen, het aantal magistraten te verhogen en de ouders te verplichten een stage te doen volgen. Ook wordt onderzocht hoe niet-begeleide illegale minderjarigen naar hun land van herkomst kunnen worden teruggestuurd.

Een derde aspect betreft de politie en de veiligheidscontracten. Er zijn meer middelen toegezegd voor veiligheids- en preventiecontracten. Concrete cijfers werden niet genoemd.

De begroting voor die contracten is tot 2011 gewaarborgd. Er werden ook meer veiligheids- en preventieassistenten toegezegd door de federale overheid in het kader van de toepassing van de wet op de overlast.

Van de 3.200 politieagenten moeten er 2.000 op straat aanwezig zijn. Dat thema komt later nog aan bod.

De terbeschikkingstelling van agenten uit de algemene reserve voor patrouilles in de stations is een waardeloze maatregel. Als de reserve elders aan het werk is, kan ze niet in de stations worden

sécurité et de prévention ont vu leur financement validé jusqu'en 2011. Un renforcement du nombre d'assistants de prévention et de sécurité est prévu. Cela concerne notamment ceux fournis par le fédéral pour l'application de la loi sur les incivilités.

Il a également été annoncé qu'il y aura 2.000 policiers sur le terrain sur les 3.200. Nous en reparlerons certainement.

La capacité d'intervention de la réserve générale dans les gares est une question qui nous est chère. Comme je l'ai annoncé en commission, cela ne veut rien dire ! On parle de "capacité présente de la réserve générale qui sera affectée aux gares et aux stations de métro." Mais en été, lors du "cuistax plan", du "camping plan" et autres, il n'y aura plus personne dans la réserve générale.

En ce qui concerne les gares, je souligne que j'ai alerté le ministre de l'Intérieur par courrier après les événements de Londres, lui demandant de prendre des mesures adéquates. Aujourd'hui, certains protocoles d'accord entre des zones de police et le fédéral ne sont pas encore signés. Il y a un manque de présence dans les gares. Le ministre de l'Intérieur semble aujourd'hui convaincu qu'il faut poursuivre la discussion sur ces accords qui n'ont pas été signés, parce qu'ils tournent à l'avantage du fédéral et laissent aux zones de police bruxelloises une trop grande charge.

Je ne peux m'étendre davantage sur les questions posées et je vous donne rendez-vous après le nouveau Comité de concertation. Nous allons donner nos commentaires sur une série de propositions reprises dans la note, et nous reviendrons avec des suggestions.

A cet égard, nous pourrions d'abord demander des éclaircissements, car la note reste très vague sur beaucoup de points.

Il y a beaucoup de bourgmestres dans cette assemblée. Le rôle des communes dans le repérage des cas difficiles est essentiel. Les bourgmestres ont ainsi la possibilité d'activer les dispositifs nombreux existants, qui sont bien utiles. Nous sommes devant un problème de cloisonnement déontologique et formel de l'information. Il faut réfléchir pour trouver une formule qui permette à la fois de garder une certaine confidentialité tout

ingezet.

Na de aanslagen in Londen heb ik de minister van Binnenlandse Zaken schriftelijk gevraagd om maatregelen te nemen. Er zijn nog steeds een aantal protocolakkoorden tussen de politiezones en de federale overheid niet ondertekend. Er zijn te weinig patrouilles in de stations. Volgens de minister van Binnenlandse Zaken moet nog over deze akkoorden worden gepraat, omdat ze in het voordeel zijn van de federale overheid en een te grote belasting betekenen voor de Brusselse politiezones.

Na het volgende Overlegcomité zal ik meer uitleg kunnen verstrekken. De regering zal de voorstellen van commentaar voorzien en een aantal suggesties doen. Ze zal ook uitleg vragen over een aantal onduidelijkheden in de nota.

De burgemeesters in dit halfroond kunnen ervoor zorgen dat de gemeenten alles in het werk stellen om probleemgevallen te identificeren. Men moet een formule vinden die de vertrouwelijkheid van de informatie eerbiedigt, maar de gemeenten tegelijk in staat stelt te melden welke inwoners een bedreiging vormen.

Het overleg met de federale overheid is nog maar net gestart en moet dan ook worden voortgezet. Alle efficiënte preventiemaatregelen die we tot op heden hebben genomen, stoten op twee grote struikelblokken: enerzijds de vaak besproken economische en sociale problemen, en anderzijds de passiviteit van het gerecht en van bepaalde federale administratieve diensten. Preventiewerkers zouden wel eens de moed kunnen verliezen, omdat overtreders niet worden vervolgd of verwijderingsmaatregelen te traag worden uitgevoerd.

Het gewest moet goed voorbereid zijn tegen de vergadering die binnen enkele weken zal plaatsvinden. Velen klaagden in het verleden al de groeiende onveiligheid aan, maar vanuit een andere gevoeligheid dan de onze. Om niet te verglijden in een privatisering van de veiligheid en de Brusselaars ook niet tot zelfverdediging te noodzaken, moeten er dringend krachtige maatregelen komen.

Het parlement zal de resultaten van de volgende vergadering ontvangen. Ook de heer Smet zal die

en impliquant les bourgmestres pour qu'ils disent quel est le niveau de dangerosité de certains individus sur le territoire de leur commune.

Je conclurai en disant que nous ne sommes, je l'espère, qu'au début d'une discussion fructueuse avec le fédéral qui doit bien se rendre compte de la situation difficile que nous vivons. Il est indispensable d'aller plus loin, parce qu'aujourd'hui, tout ce que nous avons imaginé en termes de prévention - et qui a montré son efficacité - se trouve entre deux écueils, deux carences incroyables. Ce sont d'abord les carences économiques et sociales que nous avons souvent dénoncées. C'est d'autre part une absence de réponse de la Justice ou de certains services administratifs fédéraux. J'ai vraiment peur qu'il y ait un découragement parmi les travailleurs du domaine de la prévention, si on ne répond pas notamment à la question de savoir comment poursuit-on mieux certains faits, comment certaines mesures d'éloignement peuvent-elles être plus rapidement prises, etc.

Il faut rester très attentif, dans la perspective de la réunion qui aura lieu dans quelques semaines. Au fil des années, les faits ont donné raison à certains qui s'inquiétaient de la montée de l'insécurité, mais qui voulaient traiter ce dossier avec une autre sensibilité que la nôtre. Aujourd'hui, si nous ne voulons pas voir émerger de plus en plus une tentation de la privatisation de la sécurité des biens et des personnes ou le spectre de l'auto-défense, il faut vraiment avancer de manière significative. Je mettrai en tout cas le parlement, que ce soit en commission ou en séance, au courant des résultats de la prochaine réunion à laquelle M. Smet participera également, étant donné les compétences qui sont interpellées aujourd'hui par d'autres personnes à la tribune.

M. le président.- La parole est à M. Smet.

M. Pascal Smet, ministre.- Il est important que ce débat se fasse en toute sérénité et, s'il y avait un message à retenir de ces parents courageux et de cette foule de 80.000 personnes, ce n'est pas d'attiser la polémique entre politiciens, mais plutôt de les mettre au travail.

Tel est le message et c'est ce que le gouvernement et moi-même faisons, avons déjà fait et continuerons à faire dans les mois à venir. Je

vergadering bijwonen.

De voorzitter.- De heer Smet heeft het woord.

De heer Pascal Smet, minister *(in het Frans).*- *De menigte van 80.000 manifestanten wil geen polemiek tussen politici, maar wil dat ze in alle sereniteit aan het werk gaan. Dat is wat ik samen met de regering doe.*

Menselijke aanwezigheid in de metro is inderdaad belangrijk. Ik overloop snel de maatregelen van de afgelopen twee jaar.

conviens volontiers de l'importance de la présence humaine dans le métro et permettez-moi de parcourir brièvement toutes les mesures déjà prises depuis deux ans.

- Il existe le team d'intervention de la STIB où j'ai donné - contrairement à De Lijn ou au TEC - la permission à l'avenir, dès que le ministre fédéral de l'Intérieur aura pris ses derniers arrêtés royaux, d'utiliser les menottes, de fouiller les gens afin que ce service de sécurité puisse agir en toute compétence. Ce service comprend 200 personnes et, en 2005, on a constaté une diminution de 9% des agressions dans le métro par rapport à 2004. Faire croire que notre réseau est dangereux et que les 255 millions de passagers transportés annuellement sont en danger permanent n'est pas correct. Il ne faut évidemment pas nier la réalité ; des problèmes existent, mais il est faux de dire que notre métro est devenu un endroit très dangereux.

- Il est bon de rappeler que nous dépensons actuellement presque 300.000 euros en projets de prévention. On pourrait reprocher que ce n'est pas de la compétence directe de ce gouvernement mais, de concert avec la STIB, une dizaine de projets sont actuellement développés dans le métro.

- Les agents de mezzanine : cette année, 105 personnes supplémentaires seront engagées.

Ces mesures ont été décidées et mises en place par le gouvernement avant le drame. Certaines n'étaient peut-être pas vraiment nécessaires, mais la décision d'agir dans ce sens a tout de même été prise, ce qui veut concrètement dire que, dans les 30 gares et stations de métro où des incidents peuvent avoir lieu, il y a une présence humaine de deux personnes en permanence entre 16h et 24h, heure de fermeture des stations.

- Les caméras : le ministre-président était présent lorsque le ministre fédéral a félicité la Région bruxelloise. Très souvent, Bruxelles est accusée de ne pas faire son travail, mais c'est aussi grâce aux investissements, non pas de la STIB, mais de la Région, que presque toutes nos stations sont équipées de plus de 1.000 caméras et que les auteurs de ce crime ont pu être identifiés au moyen de matériel mis à la disposition de la police fédérale par la Région de Bruxelles-Capitale. En outre, le ministre de l'Intérieur pense étendre ce

- *De MIVB heeft een interventieteam dat toestemming zal krijgen om boeien te gebruiken en mensen te fouilleren. Daarvoor moet de federale minister van Binnenlandse Zaken nog de laatste koninklijke besluiten nemen. Bij deze dienst werken 200 personen. In 2005 daalde het aantal incidenten in de metro met 9% tegenover 2004. Er zijn inderdaad problemen, maar zeggen dat de Brusselse metro erg gevaarlijk is, is overdreven.*

- *We geven op dit ogenblik zo'n 300.000 euro uit aan preventieprojecten. Dit behoort niet tot de bevoegdheid van de Brusselse regering, maar in overleg met de MIVB werken we aan een tiental projecten.*

- *Dit jaar worden 105 mensen aangeworven voor de mezzanines.*

Deze maatregelen werden al genomen en uitgevoerd voor het drama. In de 30 trein- en metrostations zijn permanent twee mensen aanwezig van 16 uur tot 24 uur, wanneer de stations dichtgaan.

- *Dankzij de investeringen van het gewest zijn bijna alle stations uitgerust met ruim 1.000 camera's. De daders van deze misdaad werden geïdentificeerd door materiaal dat ter beschikking werd gesteld door het Brussels Gewest. De federale minister heeft ons hiervoor geprezen en wil dit systeem uitbreiden tot de treinstations in Brussel.*

Vandaag is 20% van de trams en bussen met een camera uitgerust. Tegen half of eind 2007 zal dat 40% zijn. Bovendien is elke nieuwe bus, tram of metro standaard met een camera uitgerust.

Die camera's kunnen geen misdaden voorkomen, maar kunnen ons wel helpen de daders te identificeren, zoals de voorbije dagen is gebleken.

In maart 2006 heb ik een studie besteld om na te gaan of het haalbaar is de toegang tot de metroperrons te beperken tot personen met een geldig vervoerbewijs, zoals in Parijs, Londen en andere Europese steden. Voordat ik een eindbeslissing zal nemen, zal ik een debat in het parlement organiseren.

De MIVB geeft een miljoen euro per jaar uit om vandalisme in het metro-, tram- en busnet te

système vers les réseaux de chemins de fer à Bruxelles.

Nous allons donc poursuivre dans cette voie. Aujourd'hui, 20% de nos trams et bus sont équipés d'une caméra. Mi- ou fin 2007 au plus tard, 40% le seront. Et chaque nouveau bus, tram ou rame de métro mis en service est d'office équipé d'une caméra.

Certes, ces caméras n'éviteront pas les délits et les crimes. Mais elles pourront aider à identifier leurs auteurs. C'est là un aspect très important, qui s'est vérifié ces derniers jours.

Je rappelle également que j'ai approuvé, en mars 2006, l'étude de faisabilité visant à limiter l'accès aux quais des métros, comme à Paris, à Londres et dans d'autres villes européennes. L'objectif est d'éviter que des personnes dépourvues de titre de transport et qui sont seulement désireuses de circuler sur les quais des métros y aient accès. Le système est connu et l'on évalue pour le moment ses modalités et ses délais de réalisation ainsi que son coût. Avant la décision finale et, comme souhaité, nous prévoyons encore une discussion à ce sujet au parlement.

Encore deux points. La STIB dépense un million d'euros par an pour lutter contre les actes de vandalisme dans les métros, les trams et les bus et pour les réparer immédiatement. En outre, une étude est en cours afin de placer, dans chaque station, des bornes permettant aux gens d'entrer immédiatement en contact avec la police.

Vous voyez ainsi, Mesdames et Messieurs, que ce gouvernement a déjà pris de nombreuses mesures. Bien entendu, Mme Quix, il n'est pas question de nous reposer sur nos lauriers. Nous continuerons à prendre de nouvelles mesures dans les jours, les mois et les années qui viennent. Nous allons travailler pour augmenter la sécurité, comme l'ont demandé très sereinement les parents. J'appelle tous les membres de cette assemblée à faire preuve de la même sérénité.

M. le président.- La parole est à M. Grimberghs.

M. Denis Grimberghs.- Je remercie les deux ministres pour leurs réponses.

bestrijden en de schade te herstellen. Er wordt bovendien onderzocht of het mogelijk is om in elk station praatpalen te plaatsen die in rechtstreekse verbinding met de politiediensten staan.

De regering heeft dus al tal van maatregelen genomen. We mogen evenwel niet op onze lauweren rusten en moeten de veiligheid blijven verhogen.

De voorzitter.- De heer Grimberghs heeft het woord.

De heer Denis Grimberghs (in het Frans).- *Ik dank beide ministers voor hun antwoorden.*

J'aurai juste une observation : il est inutile d'agiter les peurs, mais les réalités sont ce qu'elles sont. Il convient aussi d'éviter de berner les gens en donnant des statistiques qui semblent contraires au bon sens. Il s'agit donc de se servir avec une extrême prudence des statistiques en matière de criminalité.

Beaucoup de victimes de vols ou de violences n'ont pas été en mesure de déposer plainte. Après coup, on ose affirmer que la violence diminue, que le nombre d'infractions dans les stations de métro est en baisse. C'est une évidence que moins il y a de présence humaine dans le métro, moins il y a de risques de prendre acte des infractions qui s'y déroulent. Heureusement, on nous annonce que des décisions sont déjà prises pour inverser la vapeur.

Dans deux ans, on pourra se dire que les statistiques de criminalité feront apparaître une augmentation du nombre d'actes répréhensibles. En la matière, il s'agit d'un vrai problème d'interprétation. Restons donc très prudents.

M. le président.- La parole est à M. Simonet.

M. Jacques Simonet.- J'ai entendu avec intérêt la réponse du ministre-président. Personnellement, je n'ai pas spécifiquement évoqué les stations de métro.

J'entends beaucoup parler de suggestions, d'idées, de propositions, d'initiatives qui pourraient être prises. Moi, je dis simplement que, quand on met sur la table, pour les politiques de prévention et de sécurité, 20 millions d'euros au travers de la division 14 de notre budget, on n'en est pas à devoir émettre des idées, des propositions, des suggestions, mais on est un partenaire à part entière de la politique menée conjointement avec les autres niveaux de pouvoir.

Je dis clairement que la Région bruxelloise n'est pas autour de cette table du Comité de concertation au même niveau que la Communauté française qui, dans ces matières-ci, n'a pas notre légitimité à avoir diverses exigences.

Ensuite, j'entends beaucoup les propositions émises par le fédéral : 2.000 policiers en plus en 2006, 3.200 en 2007 ; tous les municipalistes s'en

We moeten de angst niet aanwakkeren, maar de realiteit is wat ze is. We moeten de mensen niet voor de gek houden met tegenstrijdige statistieken.

Veel slachtoffers van diefstal of geweld konden geen klacht indienen. Dat leidt tot een daling in de statistieken. Hoe minder aanwezigen er in de metro aanwezig zijn, hoe minder misdrijven er kunnen worden vastgesteld, dat is evident. Het verheugt mij dat daar blijkbaar aan gewerkt wordt.

Binnen twee jaar zullen de statistieken dan misschien een stijging van het aantal misdrijven aangeven. We moeten voorzichtig zijn bij de interpretatie van deze gegevens.

De voorzitter.- De heer Simonet heeft het woord.

De heer Jacques Simonet (in het Frans).- *Ik hoor veel over ideeën, voorstellen, enzovoort. Als het gewest 20 miljoen euro op tafel legt voor het veiligheids- en preventiebeleid, is het een volwaardige partner binnen het gezamenlijke beleid met de andere machtsniveaus.*

De Franse Gemeenschap heeft binnen het Overlegcomité niet dezelfde legitimiteit om eisen op tafel te leggen.

Ik hoor veel voorstellen van de federale regering over bijkomende agenten. De gemeentelijke politici zullen blij zijn. We kunnen ook zelf enkele concrete voorstellen doen.

1. U moet zorgen voor contactpersonen in de metrostations, zoals in het regeerakkoord staat.

2. Hoeveel agenten van de federale reserve komen er in de trein- en metrostations? We verwachten van de heer Dewael op 23 mei concrete cijfers.

3. De federale regering moet haar belofte van drie jaar geleden nakomen om de lokale politie te

réjouissent. Simplement, nous pouvons donner des propositions très concrètes dans la foulée de M. Grimberghs.

Un, exécution de l'accord du gouvernement pour que, effectivement, on ait des référents dans les stations de métro.

Deux, combien de policiers de la réserve fédérale dans les gares et les stations de métro ? Qu'on nous donne un chiffre, que M. Dewael vienne le 23 mai en pouvant nous assurer qu'il y en a tel ou tel nombre. C'est tout ce qu'on lui demande et non des pourcentages en fonction des besoins.

Trois, un élément qui concerne aussi la commune de Saint-Gilles : que le gouvernement fédéral respecte enfin l'engagement pris voici trois ans de décharger les polices locales de l'escorte des détenus et de la surveillance du palais de justice. Cela vaut pour Bruxelles-Ville comme pour la zone Midi. Voilà du concret.

M. le président.- La parole est à M. Pesztat.

M. Yaron Pesztat.- Je me réjouis des réponses apportées, mais la première réaction du gouvernement me laisse un peu perplexe. Si effectivement des mesures ont été prises, et vous en avez donné un aperçu, et je m'en réjouis : ce sont des mesures tout à fait positives. Si des mesures restent encore à prendre, comme je le pense, cela veut dire que tout n'est pas fait pour répondre à la demande, me semble-t-il. Des défis sont encore à relever. Je ne vois alors pas pourquoi tout cela ne pourrait pas, comme je le suggérais modestement, être publié sous la forme d'un plan que l'on joindrait au contrat de gestion, et qui ferait l'objet, par exemple, d'un débat parlementaire. Je vous avoue que cela me laisse perplexe. Je me réjouis de la réponse que vous apportez, car certaines choses sont faites, et d'autres sont à faire, au sujet desquelles vous avez de bonnes idées. Pourquoi ne pourrait-on pas faire figurer tout cela dans un plan et en discuter ? Je ne comprends toujours pas.

M. le président.- La parole est à M. Madrane.

M. Rachid Madrane.- Comme mes collègues, je tiens à remercier le ministre-président et le

ontlasten van haar taak om gevangenen te begeleiden en het Justitiepaleis te bewaken.

De voorzitter.- De heer Pesztat heeft het woord.

De heer Yaron Pesztat *(in het Frans).*- *Het antwoord van de regering verbaast me. Ik vind het goed dat er maatregelen zijn genomen, maar ik denk dat het werk nog niet klaar is. Ik zie dan ook niet in waarom de nog geplande veiligheidsmaatregelen niet kunnen worden toegevoegd aan het beheerscontract met de MIVB en besproken door het parlement.*

De voorzitter.- De heer Madrane heeft het woord.

De heer Rachid Madrane *(in het Frans).*- *De PS heeft reeds voor deze dramatische incidenten*

ministre Smet pour les différentes réponses qu'ils nous ont apportées. Vous l'avez rappelé, M. Smet, mon groupe n'a pas attendu ce dramatique événement pour rappeler l'importance de la présence humaine dans le réseau de la STIB, et particulièrement dans le métro. Pour nous, lutter contre le sentiment d'insécurité, c'est aussi mettre sur pied des services de sécurité qui soient vraiment à l'image des citoyens. Vous n'avez pas répondu, et je reste un peu sur ma faim.

M. Pascal Smet, ministre.- Je suis complètement d'accord avec vous et nous allons faire un effort, en particulier lors de l'engagement des 105 personnes, pour que la diversité de cette ville soit reflétée.

M. Rachid Madrane.- Je me permettrai d'insister une nouvelle fois. Je sais que je tape souvent sur le même clou, mais j'insiste au nom de mon groupe sur l'impérieuse nécessité de rendre ce service de sécurité à l'image de la population que l'on sert. Cela me semble important. En caricaturant, et pour faire bref, je dirais qu'il faut substituer au "bleu blanc belge" un peu de "black blanc beur". Cela fera du bien à tout le monde dans les stations.

M. le président.- Le débat est clos.

VOTES NOMINATIFS

M. le président.- L'ordre du jour appelle le vote nominatif sur les conclusions de la commission tendant au rejet de la proposition d'ordonnance de MM. Jacques Simonet et Didier Gosuin modifiant l'article 71 de la Nouvelle loi communale (nos A-37/1 et 2 - S.O. 2004) - (Application de l'article 86.4 du règlement).

Nous passons au vote sur les conclusions de la commission.

Ceux qui sont pour le rejet de la proposition d'ordonnance votent oui puisque les conclusions de la commission en proposent le rejet.

Il est procédé au vote.

geijverd voor meer veiligheidspersoneel op het net van de MIVB. Om het onveiligheidsgevoel te bestrijden, moet het veiligheidspersoneel een afspiegeling zijn van de Brusselse bevolking. U hebt niet geantwoord op dat aspect van mijn vraag.

De heer Pascal Smet, minister *(in het Frans).*- *Ik ga daarmee akkoord. Er worden 105 personeelsleden in dienst genomen, en we doen moeite opdat de diversiteit van de Brusselse bevolking tot uiting zou komen in het personeelsbestand van de MIVB.*

De heer Rachid Madrane *(in het Frans).*- *Ik blijf erop hameren dat het personeel van de MIVB moet worden gezocht in alle gemeenschappen. Dat zal de sfeer in de stations verbeteren.*

De voorzitter.- Het debat is gesloten.

NAAMSTEMMINGEN

De voorzitter.- Aan de orde is de naamstemming over de besluiten van de commissie tot verwerping van het voorstel van ordonnantie van de heren Jacques Simonet en Didier Gosuin tot wijziging van artikel 71 van de nieuwe gemeentewet (nrs A-37/1 en 2 - G.Z. 2004) - (Toepassing van artikel 86.4 van het reglement).

Wij gaan over tot de stemming over de conclusies van de commissie.

Zij die er voorstander van zijn dat het voorstel van ordonnantie wordt verworpen, stemmen ja omdat de commissie in haar besluiten voorstelt dat het wordt verworpen.

Tot stemming wordt overgegaan.